

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 144 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2864 - Prix : 1€

Éditorial

de Nathalie Arthaud

Pour mettre fin à la guerre, il faudra une rébellion qui vienne d'en bas

Réforme du RSA : une arme pour appauvrir et diviser les travailleurs *Page 4*

Assemblée du PCR ou comment agiter des épouvantails *Page 6*

Programmation militaire : l'avenir qu'ils nous préparent *Page 9*

Nouvelle grève chez Derichebourg *Page 10*

Darmanin à Mayotte

Les actes et les discours sécuritaires continuent de plus belle *Page 12*



Pour mettre fin à la guerre, il faudra une rébellion qui vienne d'en bas

Au lendemain de la rébellion avortée de Prigojine, les prétendus experts de la Russie se perdent en conjectures. Que recouvre cet épisode tragicomique ? Une tentative de putsch ou le coup de sang d'un chien enragé ? Prigojine s'est-il rendu indispensable ou finira-t-il noyé dans sa baignoire ? Allons-nous vers un durcissement du pouvoir de Poutine, avec purges et intensification des combats en Ukraine, ou vers sa décomposition ?

Tout est possible. Les luttes d'influence, qui se mènent au sommet de l'appareil d'État russe pour accéder à la mangeoire, sont aussi permanentes que secrètes. Et elles doivent faire rage dans cette période où les échecs de la guerre en Ukraine fragilisent le pouvoir de Poutine.

L'essentiel est de comprendre que les protagonistes, de Poutine à Prigojine, en passant par le ministre de la Défense Choïgou ou le despote biélorusse Loukachenko, sont les représentants d'une seule et même classe sociale : celle d'affairistes, les fameux oligarques, qui prospèrent au sein ou à l'ombre d'un appareil bureaucratique autoritaire et corrompu jusqu'à la moelle.

Zélenky et la clique qui l'entoure en Ukraine sortent d'ailleurs exactement du même moule. Ils ont les mêmes mœurs, le même cynisme et le même mépris des classes populaires.

Ce sont tous des vautours qui savent s'entendre quand il s'agit d'opprimer la population, exploiter les travailleurs et s'appropriier les richesses du pays. Quand ils s'estiment lésés, il leur arrive, aussi, de s'entredévorer. Mais ils représentent la même politique d'oppression et de pillage.

Le pedigree de Prigojine, un gangster devenu affairiste, est à l'image de l'oligarchie mafieuse où une des plus grandes qualités requises est d'être dénué de tout scrupule. Ancien bandit condamné à neuf ans de prison, Prigojine a rencontré Poutine en accueillant la jet-set russe dans ses restaurants de luxe, dans les années 2000. Les millions ont commencé de pleuvoir quand le maître du Kremlin lui a attribué de gros contrats dans la restauration collective pour les hôpitaux, les écoles et l'armée.

Prigojine s'est ensuite diversifié et a pris du poids en développant la société de mercenaires Wagner. De cuisinier de Poutine, il est ainsi devenu son boucher, prêt à exécuter toutes ses basses œuvres en Syrie, en Libye, en Afrique ou dans le Donbass. Avec peut-être 25 000 combattants présents en Ukraine, la milice Wagner faisait, hier encore, figure de troupe de choc.

La créature a-t-elle échappé à son créateur ? En tout cas, depuis des mois, la tension grandissait entre Prigojine et l'état-major russe. Ce dernier avait gagné une partie de la bataille en obtenant que les unités de Wagner soient intégrées dans l'armée régulière, ce qui expliquerait la rébellion ouverte de Prigojine.

Une chose est sûre : la population n'a rien à gagner à ces intrigues et révolutions de palais. La seule rébellion pouvant mettre fin à la guerre ne peut venir que d'en bas, des soldats et des classes populaires sur qui pèse l'essentiel de cette sale guerre.

On se souvient des manifestations contre la guerre qui avaient éclaté en février et mars 2022. En plus des 300 000 mobilisés, l'armée doit écumer les prisons et sortir le portefeuille pour trouver des engagés. Et il n'y a pas besoin de chiffres officiels pour estimer à des centaines de milliers les morts ou les blessés de cette guerre. Dans les régions les plus pauvres, d'où sont issus la plupart des combattants, certaines villes agrandissent déjà leurs cimetières !

Après 17 mois de carnage, l'opposition ou, du moins, le ressentiment et les questions n'ont pu que s'accroître. Prigojine n'est certainement pas le seul à accuser les chefs de l'armée d'envoyer les soldats au massacre et de voler leur solde, puisque c'est la réalité. Et il n'est pas le seul à suspecter le haut commandement d'avoir inventé des raisons pour envahir l'Ukraine et gagner des galons !

Si on se réfère à l'année 1917, rappelons que ce fut une révolution faite par les ouvriers, les soldats et les paysans, pour arrêter la boucherie de la guerre, renverser le tsar, les propriétaires et les exploités. Et une telle révolte pourrait bien de nouveau voir le jour.

C'est ce que craint Poutine, tout comme les États-Unis et les autres puissances impérialistes qui sont restés observateurs. Leur attentisme est l'aveu que les maîtres du monde préfèrent un bon dictateur, qu'ils se chargent d'affaiblir dans une guerre sans fin, à une déstabilisation risquant de déboucher sur une révolution.

Pour les travailleurs de Russie et d'Ukraine, une telle révolution serait, au contraire, un formidable espoir. Car elle seule pourrait assurer la paix entre les peuples opprimés et renverser l'oppression, qu'elle soit le fait d'une grande bourgeoisie ou d'oligarques mafieux !

Nathalie ARTHAUD

Les capitalistes responsables de la vie chère

Pendant que Bruno Lemaire, le ministre de l'économie, fait mine de rappeler à l'ordre les capitalistes de la grande distribution à propos de la hausse considérable des prix, ces derniers continuent inébranlablement à réajuster leurs tarifs vers le haut. Et pas qu'un peu !

Ainsi chaque mois, ordre est donné aux étalagistes de changer les étiquettes de prix jusqu'à trois fois, et toujours dans le même sens, celui de l'augmentation.

Chez Carrefour, le sachet de riz Rosana de 10 kilos est ainsi passé de 9 euros à 17 € (« en promotion »!) en quelques mois. Le kilo de grain est passé de 1 à 3 euros. Le litre d'huile de 2 à 4 euros. Le paquet de lessive Ariel de 2,5 kg qui était vendu à 15 euros il y a trois ans se retrouve aujourd'hui vendu à 25 euros. Le litre de lait est passé de 0,99 euro à 1,25 euros.

Pas de crise pour les capitalistes

L'inflation des prix alors que les salaires font du sur place a pour conséquence une baisse de la consommation des classes populaires.

C'est ce qu'a mesuré l'IEDOM à La Réunion avec une baisse de 1,7 % des règlements par cartes bancaires au premier trimestre 2023 et une augmentation de 12 % du nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement.

Avec la hausse brutale des prix, les travailleurs sont amenés à se serrer la ceinture sur l'essentiel, mais les capitalistes continuent de se remplir les poches.

Eux ne connaissent pas la crise, ils vendent peut-être moins, mais en vendant plus cher, ils trouvent encore le moyen d'augmenter leurs bénéfices.

Quant aux produits tels que la viande de bœuf ou les poissons, ils étaient déjà inaccessibles aux plus bas revenus. Ils le sont devenus à présent pour les revenus moyens.

À cela, on peut ajouter les entourloupes telles que les promotions de produits à 1 euro. En effet, nombre de produits vendus auparavant à moins d'un euro se retrouvent... vendus à un euro !

Tous les moyens sont bons pour racketter le consommateur !

Chez Procane, le sachet de 20 kg d'aliments pour chien est passé de 14

euros à 29,80 euros.

Dans les pharmacies, le paquet de sachets de magnésium B6 Unimag de 9,90 euros à 11,90 euros.

Quant à l'électricité, son prix a augmenté de 15 % au 1er février dernier.

Alors quand l'INSEE annonce sans rire que les prix n'ont augmenté que de 3,9 % en un an, on a de quoi faire la grimace... et penser très sérieusement qu'il est plus que temps de se mobiliser pour l'augmentation des salaires et autres retraites et minima sociaux !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 30 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 1^{er} JUILLET de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 15 JUILLET de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 16 JUILLET de 8H30 à 10H00

Réforme du RSA : une arme pour appauvrir et diviser les travailleurs

Un projet de loi dit de « plein emploi » qui s'attaque au RSA a été présenté au Conseil des ministres le 7 juin.

Il prévoit de conditionner le versement du RSA à la réalisation, jusqu'à 20 heures par semaine, « d'activités permettant d'aller vers l'insertion professionnelle », à savoir des parcours de formation, des ateliers CV ou des stages en entreprise. Rien qui ressemble à un travail payé décemment, mais tel n'est pas l'objectif du gouvernement.

Les travailleurs qui n'ont plus pour vivre que cette allocation d'un montant de 607 euros par mois, pour une personne seule, sont aujourd'hui deux millions, sur les trois millions qui y auraient droit. Un tiers des personnes éligibles au RSA en effet ne le réclament pas, faute de connaître leurs droits ou du fait de « l'illisibilité des règles et leur extrême complexité d'usage », pour reprendre les constatations faites par le Conseil d'État en 2021.

La nouvelle loi prévoit la suspension de l'allocation, puis sa suppression, en cas de non-respect du contrat d'engagement. Tout va donc dans le

sens de contraindre ceux qui se retrouvent sans emploi à accepter n'importe quel travail, obligeant ceux qui en ont encore un à accepter n'importe quel salaire. Le patronat a toujours eu besoin d'une armée de réserve de chômeurs pour peser sur les salaires. Et le résultat de cette loi ne sera évidemment pas le plein emploi, mais la plongée dans une misère encore plus grande de centaines de milliers de travailleurs.

Droits et devoirs, sanction, contrôle : cette propagande gouvernementale justifiant la réforme du RSA, est largement relayée dans les médias. Elle cherche à rendre les tra-

vailleurs qui perdent leur emploi, comme ceux qui n'en trouvent pas, car trop jeunes ou trop vieux, ou trop cassés par des années d'usine, responsables de leur situation.

C'est en cela aussi que cette loi est une arme dans les mains du patronat. Elle vise à diviser les travailleurs et à masquer la responsabilité, dans l'explosion du chômage et des bas salaires, des patrons et actionnaires des grands groupes qui vivent aux crochets de la société, en tirant leur fortune de l'exploitation de millions de salariés.



Forum de l'emploi à Saint-Denis

Santé : nouvelles attaques du gouvernement

Lors des Assises des finances publiques, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé de nouvelles attaques contre le système de santé. Il a cité les médicaments et les arrêts maladie sur lesquels faire 10 milliards d'économies par an d'ici 2027.

Le ministre va donc procéder à de nouveaux déremboursements de médicaments, ne faisant que poursuivre une politique menée depuis des années par tous les gouvernements de droite comme de gauche. Par exemple, depuis 2008, 50 centimes d'euros par boîte de médicament sont à la charge du patient dans une limite de 50 euros par an. Au final, le reste à charge pour les patients sera encore plus important et la tendance actuelle de millions de malades à renoncer à

des soins et à des médicaments s'aggravera.

Contre les arrêts maladie, Bruno Le Maire affirme : « 8,8 millions ont été prescrits, en 2022, contre 6,4 millions dix ans plus tôt. » La CNAM a ciblé plus de 6 000 médecins (13 % des médecins généralistes) jugés « gros prescripteurs d'arrêts maladie » et a envoyé un courrier à 1 000 d'entre eux, qui ordonneraient deux à quatre fois plus d'arrêts que leurs collègues. Elle leur demande de diminuer de 15 % le nombre d'arrêts de travail, sous peine de pénalités financières allant jusqu'à 9 000 euros...

Cela fait déjà longtemps que les arrêts maladie dits de complaisance sont visés par le gouvernement. En 2022, il avait voulu refuser les arrêts

maladie prescrits par téléconsultation par un médecin autre que le médecin traitant, en vain d'ailleurs, car le Conseil constitutionnel avait invalidé cette mesure.

Accuser les médecins qui prescriraient trop, les menacer de sanction ou vouloir faire payer encore plus aux malades la prise en charge de leurs médicaments, ce n'est sûrement pas nouveau, mais cela reste parfaitement scandaleux. Il faut vraiment avoir le cynisme d'un Bruno Le Maire pour oser affirmer que « c'est pour continuer à protéger les plus fragiles », car bien évidemment ce sont ceux-là qui vont subir le plus les conséquences de ces mesures qui rendent encore plus difficile l'accès aux soins.

Dérembourser les soins pour soigner les profits

À partir d'octobre 2023, la Sécurité sociale va moins rembourser les soins dentaires : ceux qui l'étaient à hauteur de 70 % ne le seront plus qu'à 60 %.

Le gouvernement prétend que cela ne pénalisera pas les usagers, car les mutuelles vont payer la différence. Il ment encore une fois comme un arracheur de dents. D'une part, il sait très bien qu'aujourd'hui plus de 2,5 millions de travailleurs n'ont pas de mutuelle. D'autre part, les mutuelles ont déjà annoncé qu'elles répercuteraient ce changement en augmentant les cotisations de leurs assurés. Les travailleurs vont donc bien payer plus cher leurs soins dentaires, alors que ceux-ci sont déjà

très mal remboursés et que près de 30 % des plus pauvres renoncent actuellement à aller chez le dentiste.

Comme d'habitude, l'État prend prétexte du déficit de 21 milliards d'euros en 2022 de la branche Maladie de la Sécurité sociale. Mais ce déficit provient essentiellement du pillage des groupes capitalistes, qu'il s'agisse des laboratoires pharmaceutiques, des entreprises qui fournissent le matériel médical, des trusts du bâtiment qui construisent les hôpitaux, des banques qui prêtent l'argent, sans oublier ceux qui vendent les médicaments à des prix exorbitants par rapport à ce que leur coûte leur production. Ainsi l'un d'entre eux, Sanofi, a fait en 2022 plus de 10 milliards d'euros de profits.

Ce déficit provient aussi des dépenses liées au Covid, qui ont atteint plus de dix milliards d'euros en 2022, à cause du remboursement des tests de dépistage et des campagnes de vaccination, qui ont été encore une nouvelle opportunité pour les trusts de la santé de faire des profits fara-mineux.

Il serait plus que légitime que ces profits servent à rembourser ce déficit ! Bien au contraire, le remboursement des soins dentaires va coûter 500 millions d'euros aux travailleurs et à la population.

Il y a vraiment de quoi avoir plus qu'une dent contre tous ces capitalistes et leur État !

Finances publiques : prendre aux pauvres pour donner aux riches

LO



« Arrêtons de faire croire que le meilleur contrôle des dépenses médicales d'État ou la lutte contre la fraude fiscale suffiront à équilibrer nos comptes », a déclaré Le Maire, ministre de l'Économie. Le gouvernement a annoncé qu'il allait tailler dans le vif des budgets publics, pour économiser au moins 10 milliards d'euros : fin du bouclier tarifaire sur le gaz au 1er juillet, taille dans les dépenses sociales, visant spécifiquement celles de la santé, en osant dire « la gratuité ou la quasi-gratuité des médicaments peuvent conduire à déresponsabiliser le patient », fin des aides à l'emploi, notamment celles sur l'apprentissage dont la suppression aura surtout comme

conséquence que les apprentis seront purement et simplement mis à la porte.

Le gouvernement justifie sa politique en prétendant que c'est la fin du « quoi qu'il en coûte », comme si la population avait profité jusque-là des largesses de l'État. En réalité, depuis plusieurs mois, au nom de la prétendue réindustrialisation, le gouvernement sort comme jamais ses chéquiers pour les grands capitalistes. Récemment, il a annoncé une subvention de 2,9 milliards d'euros pour l'usine de semi-conducteurs à Crolles en Isère, propriété conjointe du groupe franco-italien STMicroelectronics et du groupe américain Global Foundries. C'est sans doute

la plus grosse subvention jamais accordée en France pour un seul site. Il faut aussi ajouter les milliards d'euros pour les trois « Gigafactories » de batteries pour voitures électriques.

Et puis, qui n'a pas vu les parades médiatiques du milliardaire américain Elon Musk, à qui le gouvernement fait une cour éhontée. Combien de milliards celui qui est une des plus grosses fortunes de la planète réussira-t-il à obtenir en subventions, sous prétexte qu'il va peut-être investir en France ?

En fait, tous les gouvernements des pays riches tentent de s'aligner sur la politique de subventions aux industriels mise en place par les États-Unis depuis un an. Ceux-ci proposent aux capitalistes du monde entier des sommes telles que ces derniers peuvent faire monter les enchères auprès de leur gouvernement en disant, comme l'a formulé le président du Medef, Roux de Bézieux : « On me propose tant dans le Michigan aux États-Unis, est-ce que vous me proposez la même chose ? » Ainsi, pour pouvoir offrir des milliards à des groupes richissimes, les gouvernements s'en prennent aux plus pauvres.

Coopération régionale : avec le maintien du système capitaliste, de la poudre aux yeux !

Huguette Bello, la présidente du Conseil régional, s'est rendu à Madagascar pour, a-t-elle dit, « *poser les bases de nouvelles relations en matière de coopération régionale entre nos deux îles* », en faisant référence à leurs liens historiques et culturels. Elle a enrobé sa démarche en rappelant que nombre de Réunionnais avaient des racines malgaches. Cela revient à faire l'impasse sur le plus important, à savoir la politique colonisatrice et esclavagiste de la France dans ce pays. Une politique qui continue à être menée par le gouvernement français actuel pour le plus grand profit des capitalistes français et réunionnais !

Arrivée sur place elle a été reçue par tout le gratin gouvernemental malgache. Le dimanche 18 juin 2023 à l'aéroport d'Ivato par la ministre des affaires étrangères de Madagascar, Yvette Sylla.

Elle a ensuite été conviée par le Président de la République, Andry Rajoelina, à participer à Antananarivo à la cérémonie d'inauguration du Palais de la Reine reconstruit après l'incendie de 1995, le Rova, puis par le président du Sénat le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Trans-



L'Express de Madagascar

ports. Il est aussi prévu qu'elle soit reçue par l'Ambassadeur de France à Madagascar et par l'Ambassadrice de l'Union Européenne.

C'est donc avec les ennemis déclarés des travailleurs malgaches, celles et ceux qui détournent l'argent de l'État au détriment des plus pauvres, mais aussi avec les représentants de l'impérialisme français et de ses capitalistes que notre femme de gauche va s'entretenir et passer le plus clair de son temps.

Alors oui les discussions sur la coopération régionale pour soi disant contribuer à l'auto-suffisance alimentaire à Madagascar, pour la formation

de professeurs en nombre suffisants et le soutien technique aux régions défavorisées risquent fort, une fois de plus, de rester à l'état de belles « intentions » comme le dit elle-même la déclaration commune de Bello et des représentants des régions Boeny, Anosy et Androy !

Développer des relations de réelle coopération économique et humaine, seuls les travailleurs réunionnais et malgaches seraient en mesure de le faire. Mais avant de réaliser cela, ils devront se débarrasser du pouvoir des capitalistes et des politiciens à leur service !

Assemblée du PCR ou comment agiter des épouvantails

Dimanche 25 juin, le Parti communiste réunionnais a tenu une assemblée générale extraordinaire. À cette occasion, le PCR a voulu rallier à sa cause les « ex » comme le PLR (parti d'Huguette Bello), l'APR (de Claude Hoarau) et le PS représenté par sa cheffe de file, la maire de Saint-Denis Ericka Bareigts.

Le PCR a fait un constat, témoignages à l'appui, de « *la situation économique de plus en plus catastrophique à la Réunion* » : cherté de la vie, manque de logements, faibles retraites, chômage, emploi précaire, etc.

Face à cette « *situation sociale hors norme* » que personne ne peut nier, que propose le PCR ?

Rien, à part sa formule creuse d'un « *projet réunionnais fait par les Réunionnais et pour les Réunionnais* » martelée en son temps par Paul Vergès, qui prendrait corps dans une « *Conférence Citoyenne Extraordinaire* », c'est-à-dire un machin où l'on discute sans perspectives aucune pour les travailleurs, et qui ne risque pas d'écorner les profits du patronat !

Le PCR prône « *le dépassement de soi* » pour arriver à un large « *consensus* » où serait gommée toute distinction de classes. Il prend pour exemple « *l'histoire de Quartier-Français* », cet épisode où en 1955, avant même la création du PCR, Paul Vergès appela les petits

planteurs majoritairement en colonage sur les terres des gros propriétaires, à venir à la rescousse de l'usurier René Payet, également politicien populiste, admirateur de Pétain, qui voulait combattre le bolchevisme !

Un bel exemple de collaboration de classes qui a toujours été dans l'ADN du PCR.

Les travailleurs n'ont plus rien à attendre de ce parti, maintes fois aux affaires au service des capitalistes locaux, qui a rayé de son vocabulaire le mot même de « *travailleur* ».

Le véritable parti qui se placerait sur le terrain de la lutte des classes pour la défense des intérêts exclusifs des travailleurs, reste à construire.

À Saint-Pierre, Michel Fontaine et son équipe votent pour vous !

Michel Fontaine, maire de Saint-Pierre, représentant de LR à La Réunion est réputé être un passionné du système électoral.

En 2019, lors des élections européennes, ses partisans ont été filmés en train de bourrer les urnes.

La presse vient de révéler que lors des dernières élections départementales des fausses procurations par centaines ont été établies avec l'aide des certificats médicaux fallacieux. Sans aucun doute plutôt pour des votes en faveur

des candidats soutenus par le Maire.

Mais il reste la trouvaille d'un moyen efficace de lutter contre cette fâcheuse abstention que déplorent tous les politiques !

Un système de voyou qui encourage des comportements de voyou

Les agressions et les menaces de mort envers les élus et les cadres gestionnaires des structures telles les communautés de communes seraient en augmentation.

Ainsi, le mercredi 14 juin 2023, en sortant d'un restaurant à Saint-Benoît, le directeur de la CIREST (communauté de commune de l'Est) s'est fait agresser par un individu cagoulé armé d'un bâton.

SELLY, président de la CIREST et maire de Saint-Benoît a signalé qu'il a encore une fois été victime de menaces de mort.

Des agressions physiques et verbales ne sont pas à proprement parler

nouvelles sur l'ensemble de l'île comme ailleurs. C'est à chaque fois le signe d'un malaise, qu'il soit individuel ou social, de frustrations diverses et variées. Quand ce sont des élus ou des responsables administratifs qui en font les frais il est naturel de regarder de près comment ils se comportent.

À Saint-Benoît, qui est au centre de ces faits récents, les nouveaux notables ont tout de petits roitelets régnant sur leurs sujets, administrés ou employés communaux.

Après s'être fait élire en faisant des promesses qu'il savait ne pas pouvoir tenir, dans un contexte de

chômage de masse, Selly a cherché dès le début de son mandat de maire à arrondir ses fins de mois et sa notoriété, en se propulsant à la présidence de la CIREST, de la SEMAC, du GHER.

Pour accéder à la présidence de la CIREST, il s'était engagé à passer la main à mi-mandat au maire de Saint-André. Engagement non-tenu... comme sûrement tant d'autres moins publics.

Si comme le dit l'adage « les promesses n'engagent que ceux qui y croient », il arrive que la déception l'emporte sur la raison.

Démagogues racistes : manipuler les chiffres et les opinions

Les démagogues racistes et xénophobes s'en sont donné à cœur joie après l'horrible attaque d'un réfugié contre des enfants à Annecy. Ils ont multiplié les mensonges visant à faire croire que la délinquance vient des étrangers.

Les ondes de radio et les chaînes de télévision ont donc été inondées de leurs propos. « *Les faits délictueux ou criminels commis par des gens qui ne devraient pas être sur le territoire se multiplient* », a affirmé Marine Le Pen. « *Quasiment 25 % des détenus ou des prévenus qui sont incarcérés sont des étrangers. 50 % des mis en cause dans les grandes villes, Lyon, Paris, Marseille, sont des étrangers. C'est un fait* », a précisé Éric Ciotti. La palme de l'hypocrisie revenait à Macron en octobre dernier. En effet celui-ci,

après avoir affirmé : « *Je ne ferai jamais un lien existentiel entre l'immigration et l'insécurité* », a alors poursuivi en disant : « *Quand on regarde aujourd'hui la délinquance à Paris, on ne peut pas ne pas voir que la moitié au moins des faits de délinquance viennent de personnes qui sont des étrangers.* »

Les chiffres peuvent être manipulés, comme n'importe quel autre fait, et c'est bien ce qui se passe. La population immigrée représente 7 % de la population totale en France et 23 % des détenus dans les prisons. Seulement, ces chiffres cachent la réalité. De multiples rapports, entre autres du défenseur des droits, montrent que les étrangers sont plus contrôlés par la police que les autres, donc plus arrêtés. D'autres rapports, dépendant du gouvernement et non

d'associations antiracistes, montrent que, pour les mêmes faits délictueux, les étrangers sont condamnés plus fréquemment et plus sévèrement que les autres, ce qui explique qu'ils soient plus nombreux en prison. Comme de tout temps, les plus pauvres se retrouvent plus nombreux derrière les barreaux, car la justice et la police, dans tous les pays, se montrent plus dures envers les pauvres qu'envers les notables. Voilà la réalité !

Mais la vérité importe peu à des politiciens prêts à tout pour alimenter la haine et la division. Leur maître à tous Goebbels, le chef de la propagande nazie sous Hitler, disait déjà en son temps : « *Plus le mensonge est gros, plus il passe.* »

Le capitalisme vert, toujours aussi toxique pour la population !

Tous les capitalistes pollueurs se sont mis à l'économie verte. C'est le cas des pétroliers, des constructeurs automobiles et des compagnies aériennes. Les centrales thermiques du Gol et de Bois Rouge vont remplacer le charbon par des palets de bois... importés des États Unis !

Plus la ficelle est grosse... EDF Réunion s'est mise aussi de la partie. Elle a décidé de troquer le fioul contre une énergie verte pour faire fonctionner sa centrale thermique du Port. Celle-ci produira dorénavant de l'électricité avec de... l'huile de col-

za ! Pour les usagers domestiques le prix a doublé en quelques mois, alors attention à la prochaine augmentation du prix du Kwh !

Soulèvements de la terre : une dissolution arbitraire

Après des semaines de menaces, le gouvernement est passé aux actes en annonçant la dissolution du mouvement écologiste les Soulèvements de la terre (SLT), qu'il accuse d'appeler à des actions violentes.

Mardi 20 juin, le jour où Darmanin annonçait cette dissolution à l'Assemblée, une quinzaine de militants de SLT ont été arrêtés par la police antiterroriste sur l'ancienne ZAD de Notre-Dame des Landes où ils vivent, accusés d'avoir saccagé une cimenterie Lafarge près de Marseille en décembre dernier.

SLT est un regroupement d'organisations, parmi lesquelles la Confédération paysanne ou Extinction-Rébellion, qui attire et regroupe des militants estimant que l'urgence écologiste nécessite de passer à des actions radicales, y compris des sabotages, contre les projets qu'ils

estiment nuisibles pour l'environnement ou la planète. SLT faisait partie des organisateurs de la manifestation du 25 mars contre la méga-bassine de Sainte-Soline, violemment réprimée par la police.

Les premières menaces de dissolution lancées par Macron et Darmanin en mars dernier, après la manifestation de Sainte-Soline, ont contribué à populariser SLT, qui a reçu le soutien de nombreuses personnalités et dont l'annonce de la dissolution a provoqué, bien logiquement, de nombreuses réactions d'indignation contre des ministres qui traitent des militants écologistes ou politiques comme des criminels.

Macron et Darmanin jouent les hommes d'ordre et font les fiers-à-bras en dissolvant une organisation d'écologistes radicaux. Mais ils n'ont rien à redire contre les entreprises qui

pillent la planète et sont effectivement complices de terroristes, comme Lafarge en Syrie. Pour défendre les intérêts de leurs capitalistes partout sur la planète, ils sont prêts à user du terrorisme d'État. Quand, à tort ou à raison, des militants inquiets et révoltés par les menaces environnementales ne voient pas d'autre solution pour agir que cette forme de sabotage et d'affrontement direct avec la police, ce sont eux que ces politiciens accusent de terrorisme. Au fond, une telle politique ne peut qu'alimenter la révolte et l'engagement d'un nombre croissant de femmes et d'hommes prêts à combattre ce système. C'est la réaction qu'il faut espérer, en faisant tout pour que ces révoltés se tournent vers les idées communistes révolutionnaires.

SNU : embrigadement de la jeunesse

Dès l'année scolaire prochaine, le service national universel (SNU) pourra être fait sur temps scolaire, a confirmé le 15 juin la secrétaire d'État à la Jeunesse, Sarah El Haïry.

Le gouvernement avance dans la préparation de la jeunesse à la guerre. En février 2022, un rapport présenté à l'Assemblée expliquait qu'il fallait poursuivre « les efforts en faveur du renforcement du lien armées-nation et en formant effectivement les professeurs aux enjeux de défense » et « encourager la montée en puissance du SNU ».

Il s'agit d'un stage de douze jours

qui sera proposé au volontariat aux élèves de seconde. Il sera rythmé par des levers de drapeau, des activités physiques, des ateliers sur les « valeurs de la république », autrement dit des cours d'embrigadement militaire. Le gouvernement n'a pas encore choisi de rendre cette mesure obligatoire, essentiellement pour des raisons budgétaires, mais il tient à introduire au plus vite cet embrigadement nationaliste dans les lycées. Les travailleurs conscients doivent s'opposer à cette mise au pas croissante.

En revanche, l'engrenage guerrier qui se met en place nécessiterait que

l'ensemble de la population s'initie au maniement des armes... dans le but de renverser la classe dominante qui prépare des catastrophes.



Programmation militaire : l'avenir qu'ils nous préparent

Le 7 juin, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030.

Outre l'explosion des moyens pour le budget militaire – sur 2024-2030, 413 milliards d'euros lui seront sacrifiés –, l'armée recrute. Si les hôpitaux et les écoles manquent d'effectifs, ceux de la Défense vont progresser de 6 400 emplois d'ici 2030, pour atteindre 270 000 équivalents temps plein. Le nombre de réservistes opérationnels de l'armée, actuellement de 40 000, va lui être porté à 80 000 en 2030 et 105 000 au plus tard en 2035.

Une « réserve opérationnelle industrielle » sera créée, mettant environ 2 000 personnes à disposition des industries pour faire face à un

conflit de haute intensité.

Plusieurs chapitres de la loi sont consacrés aux « réquisitions pour les besoins de la défense et de la sécurité nationale ». Cela concerne « toute personne physique présente sur le territoire national », quelle que soit sa nationalité, ainsi que « toute personne physique de nationalité française ne résidant pas sur le territoire national ». La peine encourue en cas de refus est un emprisonnement de cinq ans et une amende de 500 000 euros.

Il n'est pas de guerre possible sans embrigadement de la population, et de la jeunesse en particulier, promise au funeste destin de chair à canon : « *Service national universel, service militaire adapté, service militaire volontaire, organisation du tissu industriel, lien avec les collec-*

tivités territoriales et les établissements scolaires, participation accrue aux cérémonies patriotiques », tous ces dispositifs existent déjà mais cela montre que l'État se prépare sérieusement à une situation de guerre et à la mise au pas de la population, avec ou sans consentement, comme elle prévoit le passage à ce qu'elle appelle d'ores et déjà une « économie de guerre ».

Le capitalisme se montre prêt à organiser une nouvelle fois la marche à la barbarie, après les deux premières guerres mondiales et les innombrables guerres menées dans les pays pauvres. La seule réponse est de préparer le renversement de cette organisation sociale anachronique, assoiffée de sang et de profits, en refusant toute union sacrée avec les gouvernants.

DANS LES ENTREPRISES

Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) : marre de la précarité et des bas salaires !

Le 13 juin dernier, des centaines d'AESH ont fait grève pour exiger un véritable statut, de meilleures conditions de travail et un salaire décent.

C'est grâce à eux qu'est possible le maintien en milieu scolaire d'élèves en grandes difficultés.

Pourtant nombre d'entre eux ont des contrats à temps partiel, des contrats précaires et doivent compléter leurs heures en travaillant avec plusieurs élèves, parfois dans plusieurs établissements.

Alors que dans le même temps beaucoup d'élèves en situation de handicap ont du mal à avoir un AESH, que les délais d'attente peuvent être d'un an voire parfois plus et que les heures notifiées, sont souvent insuffisantes, des AESH peinent à avoir un salaire et un temps complet.

L'Éducation Nationale méprise leur situation tout autant que celle des enfants concernés et de leurs familles.

De quoi être en colère !



Grève au lycée Bouvet de St-Benoît en mars 2023 pour plus de moyens

Nouvelle grève chez Derichebourg

Les conducteurs de cette entreprise de ramassage des ordures ménagères ont décidé de cesser le travail à compter du mardi 20 juin. Ils avaient déjà cessé le travail quatre jours en avril pour dénoncer l'état délabré des camions (fuites de lixiviat sur les routes – voyants rouges au tableau de bord – freins défectueux – pneus usagés, etc.) et exiger de leur direction qu'elle fasse le nécessaire pour que leur sécurité et celle de la population soient assurées.

Un protocole d'accord de fin de grève avait été signé au sein duquel la direction s'engageait à effectuer les travaux de réparations nécessaires dans les plus brefs délais.

Plus de deux mois ont passé. Rien n'a été fait.

Aux questions des chauffeurs la relançant sur ses engagements, la direction locale s'est encore permise de répondre par une provocation dont elle est coutumière en les invitant à



Franceinfo

aller chercher eux-mêmes des adresses de réparateurs de camions !

Ce mépris affiché sans complexe a reçu la réponse méritée. Les dizaines de chauffeurs ont décidé de cesser de travailler dans ces conditions dangereuses à compter du 20 juin. Ils ont reconduit leur grève les jours suivants et ont manifesté publi-

quement leur colère en défilant à plusieurs dizaines le jeudi 22 juin dans les rues de Saint Joseph.

Comme tant d'autres travailleurs, ils en ont assez du mépris patronal et ils ont décidé de se battre pour que cela cesse !

Ah, les ordures

« Sur l'exercice 2021-2022, le résultat net de Derichebourg revenant aux actionnaires a atteint 237,6 millions d'euros, en progression de 36,5%. L'Ebitda (bénéfice avant retenues) courant atteint un niveau record, à 510,1 millions d'euros, progressant de 31,4%. Il représente 9,7% du chiffre d'affaires contre 10,7% sur l'exercice précédent. La contribution estimée

d'Ecore est de 115 millions d'euros depuis son acquisition. En considérant une consolidation d'Ecore sur 12 mois, l'Ebitda courant aurait été de 535 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires s'élève à 5,3 milliards d'euros, en progression de 45,9% par rapport à l'exercice précédent ». (Source "Option Finance" du 7 décembre 2022).

Et avec une telle trésorerie, la direction de Derichebourg ne peut pas entretenir ses camions et augmenter les salaires ? À qui fera-t-on croire cela ? En tout cas pas aux grévistes qui sont dans leur bon droit et doivent bénéficier du soutien de la population dans leur juste combat !

Débrayage à l'élevage LeO de Salazie

Suite au décès du patron de cet élevage industriel de poules pondeuses, la direction s'est emmurée dans le silence, refusant de répondre aux questions des ouvriers et ouvrières sur l'absence de versement de leur salaire de mai.

La gestion de l'entreprise ayant été transmise momentanément à une mandataire financière par le tribunal de Commerce, les travailleurs ont demandé à sa représentante dépêchée jeudi 22 juin sur les lieux à être payés

pour leur travail fourni en mai et à être tenus informés de l'évolution de la situation de l'entreprise, ce qui aurait été la moindre des choses pour des salariés exploités parfois depuis plus de vingt ans et toujours payés au Smic !

Ils ont eu le droit à un refus sec et méprisant de la part de cette personne, ce qui a eu pour effet d'augmenter l'exaspération de tous ces travailleurs confrontés à des difficultés financières insurmontables

(loyers, emprunts impayés, pression des banques et des propriétaires, problème pour faire face à ses besoins quotidiens essentiels) et pour certains à l'abattement.

Confrontés à tant de mépris de la direction et de l'administration, un groupe de salariés décidaient de débrayer vendredi 23 juin en fin de matinée pour exiger le règlement immédiat de leur dû.

La galère à la crèche Marmay And CO

Les 32 salariés, des sept crèches de Marmay And Co sont à ce jour toujours dans l'angoisse de la fermeture de leur entreprise.

Le 24 mai dernier, alors que le tribunal avait menacé de mettre d'office l'entreprise en liquidation judiciaire, la représentante des salariés avait plaidé pour la continuité de service notamment pour permettre aux parents de trouver une nouvelle crèche.

Le tribunal avait alors accordé la poursuite de l'activité jusqu'au 31 août 2023.

Devant le non-paiement de leur salaire, la dégradation de leur condition de travail et le risque que fait courir la présence de rats dans les lo-



caux pour les enfants, les salariées ont fait grève le 08 juin 2023. Elles ont obtenu la fermeture provisoire pour la dératisation dans une crèche, la promesse du paiement de leur salaire et une réunion le mardi 13 juin 2023 avec l'administratrice judiciaire et le mandataire judiciaire.

En même temps que l'annonce

LO que tout allait être fait pour trouver un repreneur la mandataire signalait qu'elle refuserait toute rupture de contrat de travail même pour des salariées qui le souhaiteraient.

Or, beaucoup de ces travailleuses n'y croient plus et se prononcent de plus en plus pour la liquidation de l'entreprise. Car si les salaires ont été versés, les conditions de travail restent inadmissibles. Et sur cette question capitale tant pour elles que pour les enfants aucune mesure sérieuse n'est envisagée.

Où l'on constate l'aberration d'un service, qui devrait être public, mis entre les mains du privé et soumis aux exigences du profit.

À Korbey d'Or, à Léo, à Marmay And CO ou ailleurs, les travailleurs sont indispensables au fonctionnement de la société et à la création des richesses.

À Korbey d'Or le patron a été viré. Sans patron, les salariés ont continué à faire le travail et l'entreprise qui était soi-disant en déficit a fait plus de deux millions de bénéfice. Cette entreprise de plus 600 salariés a fini par être rachetée pour moins 500 000 euros par le groupe ALEFPA.

À Léo, entreprise de poules pondeuses, le patron est décédé, la production continue comme avant.

À Marmay And CO, l'entreprise est en liquidation judiciaire avec

continuité de service, les salariées continuent à faire fonctionner les sept crèches en exigeant des conditions de travail et de sécurité pour les enfants dont ils assurent le bien-être.

Ces exemples prouvent que dans toutes les entreprises ce ne sont pas les patrons ou les actionnaires qui sont indispensables mais bien les travailleurs.

Pourtant dans le système capitaliste c'est la loi du profit privé qui s'impose, qui pollue, qui détruit la

société. C'est aux travailleurs de le renverser en prenant le pouvoir et en l'exerçant au profit de tous.



Campagne sucrière : pas un saisonnier dans la mélasse !

Cette année encore, la campagne sucrière risque de démarrer avec 15 jours, voire plus de retard aussi bien au Gol qu'à Bois Rouge à cause de problèmes techniques.

L'an dernier, c'était déjà le cas mais pour d'autres raisons (les négociations sur la « convention canne » entre syndicats de planteurs et Tereos avaient traîné en longueur).

Ce retard pourrait avoir un impact sur les 300 saisonniers recrutés par les deux usines sucrières de l'île.

En effet, à cause de la réforme des règles de l'assurance chômage de décembre 2021 (il faut avoir travaillé 130 jours ou 910 heures, soit environ 6 mois, sur une période de 24 mois - ou 36 mois pour les 53 ans et plus - pour avoir droit à l'assurance chômage), les ouvriers des usines et des centres techniques pourraient ne pas toucher leurs indemnités à la fin de la campagne.

En 2022, des saisonniers avaient manifesté leurs inquiétudes devant la

Préfecture avant le début de la coupe. Une solution avait été trouvée par le maintien en activité le temps nécessaire au-delà de la campagne, pour la plupart d'entre-eux mais pas pour tous, semble-t-il.

Cette année, personne ne doit rester sur le carreau ! Tereos n'a qu'à réagir au plus tôt !

Sinon, les ouvriers permanents et saisonniers pourraient prendre les devants en...rappelant la grève à son bon souvenir !

DARMANIN À MAYOTTE

Les actes et les discours sécuritaires continuent de plus belle

Le ministre de l'intérieur Darmanin s'est rendu à Mayotte les 24 et 25 juin, le temps de faire un bilan partiel de son opération de destruction de ce qui servait d'habitation à des centaines de Comoriens venus dans ce département français pour fuir la misère et la dictature aux Comores.

En sa présence, les autorités de l'île se sont dépêchés d'organiser des décasages comme on organise une partie de chasse pour distraire son hôte...

En faisant détruire à coup de bulldozer, flics et gendarmes à l'appui, le cases de ces pauvres parmi les pauvres, Darmanin a aussi détruit les maigres espoirs de ces familles de trouver du travail, de se faire soigner, d'envoyer leurs enfants à l'école.

Le ministre de Macron est bien sûr satisfait des premiers méfaits de son opération Wambushu.

Il se vante que 275 « habitats insalubres » aient déjà été détruits. Il se donne jusqu'à la fin de l'année pour démolir les 1250 autres encore debout. En attendant, environ 1000 policiers et gendarmes restent sur place...

Darmanin prétend combattre l'insécurité en pourchassant ceux que l'État français considère comme clandestins.

Mais il n'a que faire de l'insécurité la plus totale dans laquelle il a

plongé ces hommes, ces femmes, ces enfants qui n'ont plus de toit sur leur tête, qui se cachent, la peur au ventre, chez des proches, dans les bois, dans les égouts comme des bêtes traquées.

Darmanin, outre la poursuite de Wuambushu, promet la construction d'un nouveau centre de rétention, une nouvelle prison.

Il se vante que 66 % de reconduites à la frontière en France se déroulent sur le territoire mahorais. Quel bien triste record !

Les agissements du ministre et de tous ceux qui prêtent main-forte ou acclament des deux mains cette infâme opération, ne font que renforcer les sentiments xénophobes parmi la population mahoraise et ne peuvent que plaire à l'extrême droite qui fait là-bas un carton électoral.

Histoire de faire croire que le gouvernement veut s'attaquer aux vrais problèmes des classes populaires mahoraises que sont le chômage, le manque d'eau potable, etc. le ministre a annoncé la construction de trois nouvelles retenues collinaires. Mais il n'a pas donné de date d'échéance.

Il ne serait pas surprenant que cela se fasse au même rythme que le rattrapage du SMIC et des autres droits sociaux avec l'hexagone, qui se font toujours attendre depuis la départementalisation en 2011 !

Darmanin qui veut continuer son

opération séduction auprès des électeurs du RN, a déclaré qu'il sera à nouveau à Mayotte au mois de septembre.

Il faut espérer que les travailleurs qui ne se laissent pas prendre dans le piège de la division entre Mahorais et Comoriens et qui se battent contre les vraies injustices comme les AESH le 13 juin dernier, lui réservent un accueil qui tranche avec les chants et les colliers de fleurs !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>